

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Insoumission>

Insoumission

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : mercredi 21 septembre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

A l'occasion d'une conférence des ministres chinois, russe et indien des affaires étrangères tenue à Vladivostok le 2 juin 2005, Pékin et Moscou paraphent le règlement de leur différend frontalier, et New Delhi confirme ses investissements dans le pétrole russe - 1 milliard de dollars pour le projet dit Sakhaline I.

Les trois pays appellent à rejeter le « deux poids, deux mesures » dans les relations internationales, une formule qui vise l'administration Bush. En août 2005, devant la levée de boucliers suscitée au Congrès américain par son offre, la compagnie chinoise Cnooc Ltd. renonce à racheter la société pétrolière américaine Unocal ; la libre circulation des capitaux a cédé devant des « impératifs de sécurité ». Le même mois, l'Iran repousse les propositions de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni, soutenues par les Etats-Unis, impliquant un abandon définitif de sa filière d'enrichissement d'uranium, alors même que le traité de non prolifération nucléaire lui reconnaît le droit à cette technologie. A Téhéran, où brûle encore la mémoire des interventions étrangères - de celle de la Russie, au XIX, siècle, à celle de la CIA, en 1953 -, on brandit l'étendard de la souveraineté.

Trois événements parmi d'autres : multiplication de voyages des dirigeants chinois en Afrique et en Amérique et la Chine autour du textile, des avions, de l'agriculture ; reconnaissance par la Corée du Sud du droit de Pyongyang à disposer d'une industrie nucléaire civile, en contradiction avec les positions de Washington, etc. Rassemblés, ces faits épars esquissent les contours d'une géopolitique mondiale bien plus complexe qu'on ne l'imagine parfois et qui ne se réduit pas au déferlement impétueux de la mondialisation libérale. Partout persistent les nationalismes, les cultures des sociétés, les ambitions ancrées dans l'histoire ; de plus en plus nombreux sont ceux qui refusent de se soumettre à l'ordre mondial.

On ne voit pas émerger de « supra-impérialisme » qui mettrait fin aux rivalités. Face à une Amérique qui n'hésite pas, comme dans le cas d'Unocal, à protéger ses intérêts, s'affirment, de Pékin à São Paulo, de Séoul à New Delhi, un patriotisme économique et politique, une détermination à défendre son indépendance. Déjà, en septembre 2003 à Cancun, vingt pays du Sud, dont l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, avaient provoqué l'échec de la conférence de l'Organisation mondiale du commerce, leurs revendications n'ayant pas été satisfaites. -En France, l'opposition à une éventuelle reprise de *Danone* par *PepsiCo* relève de la même logique.

La « fin de l'histoire », expliquait Francis Fukuyama, annonçait le triomphe non seulement de la mondialisation, mais aussi du modèle libéral incarné par les Etats-Unis. Or, depuis plus d'une décennie, ceux-ci sont incapables de gagner « les coeurs et les esprits ». En 1789, les idées de la Révolution française essaimaient largement en Europe et au-delà ; la révolution soviétique constitua, pendant longtemps, un défi autant idéologique que militaire pour l'Ouest. Mais l'apogée de la force militaire des Etats-Unis coïncide avec le point le plus bas de leur popularité dans le monde. L'image de Washington à l'étranger n'a jamais été aussi négative. « Même la Chine fait mieux », titrait l'*International Herald Tribune*, le 24 juin 2005.

Certes, aucun grand pays, à l'horizon de la prochaine décennie, ne peut espérer rivaliser avec les Etats-Unis comme le fit l'Union soviétique au cours de la seconde moitié du XX^e siècle. Puissance militaire sans équivalent, l'Amérique reste pourtant enlisée en Irak, faisant face à une résistance de quelques milliers de combattants qui clouent sur le terrain 148 000 soldats américains. Et les scandales de Guantanamo, d'Abou Ghraïb, la torture, le grignotage des libertés fondamentales sapent la prétention des Etats-Unis, et parfois aussi de l'Europe (ce duo que l'on appelle l'Occident), à définir seuls les valeurs universelles - droits de la personne, démocratie, libertés, etc. -, à proclamer le Mal et le Bien, à décréter quel régime est acceptable et quel régime ne l'est pas, lequel est passible de sanctions et lequel ne l'est pas.

Partout est refusée leur tentative d'imposer, notamment à travers les médias, une vision tronquée du monde, du droit et de la morale. Le succès des chaînes satellitaires dans le monde arabe, en particulier d'Al-Jazira, le lancement en Amérique du Sud de Telesur manifestent cette insoumission qui s'étend à tous les domaines, politiques, économiques et culturels. Même si, quelquefois, ce refus peut prendre les formes dévoyées de l'extrémisme religieux ou national, et alimenter l'idée du « choc des civilisations ».

A l'orée du XVIII^e siècle, l'Europe avait imposé son hégémonie face aux autres puissances. Cette primauté, l'historiographie contemporaine montre qu'elle résulta d'une conjoncture singulière, particulièrement l'avantage donné par la possession de l'Amérique du Nord et l'économie de traite [1]. Elle se traduisit par une prépondérance militaire qui permit au Vieux Continent de soumettre le reste de la planète au joug colonial. L'Europe chercha à légitimer cette domination par la prétendue supériorité millénaire de ses valeurs et de sa pensée, en premier lieu la philosophie grecque [2]. Elle méprisa toutes les autres cultures, considérées comme « barbares » ou « inférieures ». Désormais, les Etats-Unis, et parfois l'Europe, semblent reprendre ces préjugés d'un autre âge. Ils devraient pourtant se souvenir que les empires coloniaux, plus « avancés », plus « développés », ont finalement, disparu...

Le Monde Diplomatique, septembre 2005

* **Alain Gresh** est un journaliste français. Rédacteur en chef du mensuel *Le Monde diplomatique* jusqu'en décembre 2005, il en devient le directeur adjoint à partir de janvier 2008. Auteur de plusieurs livres sur le Proche-Orient et sur l'islam.

[1] Lire, notamment, Christopher Alan Bayly, *The Birth of the Modern World, 1780-1914*, Blackwell, Oxford, 2004, et Kenneth Pomeranz, *The Great Divergence. China, Europe, and the Making of the Modern World Economy*, Princeton University Press, 2000.

[2] Sur le caractère outré de cette vision, lire Marcel Detienne, *Les Grecs et nous*, Perrin, Paris, 2005.